

Pourquoi François Hollande a déjà perdu la prochaine guerre franco-allemande



Car pour remporter une guerre, il faut un moral de vainqueur, la "discorde chez l'ennemi", et des alliés. Toutes choses que François Hollande n'a pas.

Avec Serge
Federbusch

1 - Gross Pedalo

Nous l'avons déjà écrit ici : les vices de conception de l'euro sont nombreux. Il n'est donc nullement question de prendre la défense de cette monnaie mal cuite.

Contrairement à une opinion générale, les pays du Sud sont entrés dans l'euro avec des monnaies surévaluées, ce dont ils n'ont pas trop souffert au départ car l'euro lui-même ne l'était pas vis-à-vis des autres devises. Dès lors qu'à partir de 2002 la monnaie unique européenne s'est envolée face au dollar et au yuan, ce fut la double peine pour les «Sudistes», concurrencés en interne par les Allemands et en externe par tout ce que la planète compte d'entreprises travaillant sans ce handicap compétitif.

De plus, la parité de l'euro se cale sur les performances du plus puissant pays membre, l'Allemagne. Les autres courent vainement derrière le rétablissement de leurs comptes, leurs efforts étant anéantis par la surévaluation de leur monnaie. Il est intéressant de noter que, depuis que le Japon a modifié sa politique de change, les choses commencent à y aller un peu mieux et que l'Angleterre, qui refuse catégoriquement les règles idiotes de l'euro, a réussi depuis peu à endiguer la hausse du chômage qui ravage le continent.

Les partisans de l'euro prétendu fort ne tiennent pourtant aucun compte de ces réalités qui, tous les jours, contredisent leur credo. Remettre en cause leur dogme est donc une oeuvre de salubrité publique.

Hélas, et c'est bien là le drame de la France, les adversaires de l'euro le sont pour de mauvaises raisons. Les critiques mélanchoniennes ne visent qu'à défendre un système étatiste et bureaucratique moribond, une France-CGT à l'archaïsme mortifère. Les critiques lepénistes sont égarées entre une conversion récente à un discours socialisant et la chimère du protectionnisme.

Quant à Mou-Président, qui prétend traiter le cancer français avec de l'aspirine, il continue de tergiverser et d'attendre un miracle. Evidemment, son camp s'impatiente et commence même à paniquer. Ses troupes d'élus locaux clientélistes ont peur de perdre leurs jobs à partir de 2014.

Des tréfonds du parti socialiste monte donc une contestation de l'Allemagne et de sa tyrannique walkyrie, Angela, qui refuse de signer les chèques qu'attendent ceux qui veulent éviter toute réforme et vitupèrent le néo-libéralisme.

Mais la guerre politique qu'Hollande va devoir livrer à l'Allemagne d'ici à la fin de l'année, faute d'affronter son électorat de fonctionnaires et de tailler vraiment dans la bureaucratie, sera perdue d'avance. Que faut-il en effet pour remporter pareil conflit ?

D'abord, un moral de vainqueur et des troupes prêtes à se battre et éventuellement faire des sacrifices. Mais personne ne croit plus en François Hollande, personne ne veut faire le moindre effort pour défendre le système moribond et détesté qu'il préside. Dans quelques mois, il ne pourra sortir de l'Elysée que gardé par des pléthores de CRS.

Il faut ensuite une bonne organisation, de la logistique, des arrières solides. Nous n'avons qu'administration pagailleuse, verbiage et gaspillage, Etat pyramidal, autoritaire et sclérosé.

Est aussi utile, selon la fameuse expression de De Gaulle, la «discorde chez l'ennemi». C'est ce qu'espérait Hollande, comptant sur les Sociaux-démocrates pour une réédition du coup de poignard dans le dos de 1918, vieux fantasme allemand. Mais, non seulement le SPD a peu de chance de l'emporter contre Merkel à l'automne prochain, mais il prend grand soin de se démarquer du contre-exemple français et ne ferait, quand bien même il gagnerait les élections, que suivre la même politique intransigeante.

Il faut enfin des alliés. Mais la France est isolée en Europe. Allemands et Britanniques pactisent pendant qu'Italiens et Espagnols, criblés de dette, tentent de jouer leur survie égoïste.

Quant à l'argent, nerf de toute guerre, n'en parlons pas puisqu'il n'y en a plus.

Enfin ... Super-Normal aura peut être de la chance. La guerre avec Berlin n'aura sans doute pas lieu car Berlin ne relèvera pas le gant et s'en ira, les Allemands ne voulant pas faire l'effort colossal nécessaire pour sauver un «Sud» dont ils estiment qu'il n'est plus un marché vital. La fin de l'euro rebattrait les cartes. Mais elle s'accompagnerait d'une déflagration financière en France dont il est peu probable que Hollande et ses troupes puissent maîtriser les conséquences.

Une chose est sûre, passées les quelques réformes sociétales qu'il avait encore dans son escarcelle, Hollande n'a désormais plus rien à faire qu'à encaisser les coups qui vont pleuvoir de toutes parts. Quatre ans, Mitterrand que c'est long !

2 - Sanction contre Clément Weill-Raynal : privatisons France Télévisions !

Plutôt que d'essayer d'expliquer aux syndicalistes staliniens qui font la loi chez France-Télévisions que Clément Weill-Raynal devrait être encensé pour avoir brisé l'omerta sur le «mur des cons» et permis aux Français de savoir ce qu'est réellement le Syndicat de la magistrature, il faut traiter le mal à la racine.

Cette administration journalistique pléthorique et sectaire devrait être privatisée et les Français délivrés de l'obligation de lui payer toute redevance télévisuelle. Ce serait un petit premier pas vers l'indispensable baisse des prélèvements obligatoires.

Sans la manne fiscale, France Télévisions retrouvera bien vite le goût du travail d'investigation et des révélations et produirait beaucoup plus d'images «volées» mais ô combien significatives des turpitudes des uns et des autres.

3 - Petit cours d'économie mélenchonienne pour élèves du secondaire

Les syndicats d'enseignants sont très réservés sur la valorisation dans l'enseignement secondaire de l'esprit d'entreprise, soudain décidée par Hollande. Pour Mélenchon, ancien professeur, les choses sont simples, comme à l'accoutumée : l'école n'a pas à enseigner «la cupidité».

Pour ces indémodables bureaucrates biberonnés toute leur vie par l'Etat, seule la dépense publique est légitime, seul l'impôt est une source morale de richesse. Comme il faut bien l'asseoir à un moment ou à un autre sur des activités productives mais que celles-ci vont faire défaut, il ne restera plus qu'à s'emparer de l'épargne des riches puis à imprimer de la monnaie quand les caisses seront vides.

Et, quand la monnaie ne vaudra plus rien, il faudra l'imposer au peuple récalcitrant.

Vous avez bien suivi la leçon ?

4 - Dans la boîte à outils du président

Le jour où «The Phone House» menace de mettre la clé sous la porte et de laisser 900 salariés sur le carreau, notre bricoleur national s'en est allé aux Mureaux pour vanter sa boîte à outils contre le chômage.

Il est d'abord question de réserver 400 des 2 000 postes offerts chez Pôle Emploi à des jeunes des «quartiers». Leur expérience sera précieuse aux chômeurs qui viendront les consulter.

Les emplois d'avenir, pendant ce temps, commencent à recevoir une traduction concrète. D'intéressantes nouvelles nous sont parvenues de Corse à ce sujet. Le mouvement nationaliste d'opposition municipale, Inseme per Bastia, dénonce en effet : « la façon dont un dispositif louable, dans un contexte de fort chômage des jeunes, est complètement détourné de sa finalité et perverti par un système claniste et clientéliste » ; il observe : un «recrutement à l'aveugle, pénalisant pour la collectivité locale, qui embauche, et pour le jeune recruté qui se retrouve dans un emploi sans aucune utilité réelle et sans encadrement ... C'est un système en boucle, où tout est verrouillé, où on demande aux jeunes en contrepartie de la perspective d'une embauche de faire acte d'allégeance.»

<http://www.corsenetinfos.fr/Inseme-per-Bastia-denonce-l-utilisation-clie...>

Chaque jour, la France fait des progrès en bricolage.